

RCS : CRETEIL Code greffe : 9401

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de CRETEIL atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2013 B 03551 Numéro SIREN : 433 975 224 Nom ou dénomination : BPIFRANCE INVESTISSEMENT
--

Ce dépôt a été enregistré le 14/06/2022 sous le numéro de dépôt 11312

BPIFRANCE INVESTISSEMENT

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels**

(Exercice clos le 31 décembre 2021)



Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2021)

A l'associé unique
BPIFRANCE INVESTISSEMENT
27-31 Avenue du Général Leclerc
94710 MAISON ALFORT

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société BPIFRANCE INVESTISSEMENT relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

PricewaterhouseCoopers Audit, SAS, 63, rue de Villiers 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex
Téléphone: +33 (0)1 56 57 58 59, www.pwc.fr

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre de Paris - Ile de France. Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Versailles et du Centre. Société par Actions Simplifiée au capital de 2 510 460 €. Siège social : 63 rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine. RCS Nanterre 672 006 483. TVA n° FR 76 672 006 483. Siret 672 006 483 00362. Code APE 6920 Z. Bureaux : Bordeaux, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Neuilly-Sur-Seine, Nice, Poitiers, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Neuilly-sur-Seine, le 26 avril 2022

Les commissaires aux comptes
PricewaterhouseCoopers Audit

Lionel Lepetit

Pierre Clavié

ACTIF

(en K€)

	Notes	31/12/2021			31/12/2020
		Brut	Amort et dépréciations	Net	Net
Capital souscrit non appelé		0	0	0	0
Immobilisations incorporelles :	1	59 524	41 702	17 821	15 159
Fonds commercial		610	610	0	0
Autres immobilisations incorporelles		51 212	41 093	10 119	7 144
Autres immobilisations incorporelles en cours		7 702		7 702	8 014
Immobilisations corporelles :	1	11 546	6 805	4 740	4 956
Immobilisations corporelles		11 526	6 805	4 721	4 672
Immobilisations corporelles : avances et acomptes		19		19	284
Immobilisations financières (1) :	2	7 215	182	7 033	2 529
Participations		4	1	3	4
Autres titres immobilisés		5 529	181	5 347	1 116
Prêts	3	8		8	9
Autres immobilisations financières	3	1 674		1 674	1 400
ACTIF IMMOBILISE		78 284	48 690	29 594	22 643
Avances et acomptes versés sur commandes		106		106	376
Créances (2) :	3-4	188 948	29	188 919	43 651
Créances clients et comptes rattachés		54 003	29	53 973	42 065
Autres		134 946		134 946	1 586
Valeurs mobilières de placement	3	0		0	101 605
Disponibilités	5	3 881		3 881	1 963
Charges constatées d'avance (2)	3	1 327		1 327	1 114
ACTIF CIRCULANT		194 262	29	194 233	148 709
TOTAL GENERAL		272 546	48 719	223 827	171 352
(1) : dont à moins d'un an (brut)				0	
(2) : dont à plus d'un an (brut)				309	

PASSIF

(en K€)

	Notes	31/12/2021	31/12/2020
Capital social (dont versé 20 000)		20 000	20 000
Réserve légale		2 000	2 000
Reserve statutaire		2	2
Autres réserves		2 501	2 501
Report à nouveau		40 261	31 355
Résultat		41 664	24 906
CAPITAUX PROPRES	8-9	106 428	80 765
Provisions pour risques et charges	10	15 589	16 788
Emprunts et dettes financières	6	2	3
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6-7	28 372	20 542
Dettes fiscales et sociales	6-7	57 372	49 048
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	6-7	4 112	136
Autres dettes	6-7	11 952	4 071
Produits constatés d'avance		0	0
TOTAL GENERAL		223 827	171 352

COMPTE DE RESULTAT

(en K€)

	Notes	31/12/2021	31/12/2020
PRODUITS D'EXPLOITATION	11	269 178	228 138
Honoraires de gestion des fonds		198 611	168 957
Prestations de services		68 783	58 895
Reprises sur provisions, transfert de charges		1 779	286
Autres produits		5	0
CHARGES D'EXPLOITATION	12	204 861	187 069
Autres achats et charges externes		71 489	60 706
Impôts, taxes et versements assimilés		12 099	13 105
Salaires et traitements		71 109	64 156
Charges sociales		39 327	35 352
Dotations aux amortissements		8 457	8 058
Dotations aux provisions d'exploitation		609	3 874
Autres charges de gestion courante		1 771	1 818
RESULTAT D'EXPLOITATION		64 317	41 069
PRODUITS FINANCIERS		251	13
CHARGES FINANCIERES		386	324
RESULTAT FINANCIER	13	-136	-311
RESULTAT COURANT		64 181	40 758
PRODUITS EXCEPTIONNELS		2 666	11
CHARGES EXCEPTIONNELLES		1	519
RESULTAT EXCEPTIONNEL	14	2 665	-508
PARTICIPATION DES SALAIRES		7 086	4 275
IMPOTS SUR LES BENEFICES	15	18 096	11 069
RESULTAT NET		41 664	24 906

1 – 1 FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

L'exercice 2020 a été marqué par une crise sanitaire sans précédent liée à la Covid-19. Cette pandémie a continué d'affecter les activités économiques et sociales en 2021, même si ses répercussions économiques ont été globalement plus mesurées.

Investi d'une mission d'intérêt général de développement des entreprises françaises, en appui des politiques publiques, Bpifrance Investissement contribue au dynamisme du capital-investissement français en créant de nouveaux fonds.

En tant que société de gestion, Bpifrance Investissement ne porte pas ces fonds à son bilan.

1 - 2 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

. L'invasion de l'Ukraine par la Russie le 24 février 2022 a entraîné une instabilité des marchés financiers et de l'économie en général, ainsi que la mise en œuvre de sanctions par la communauté internationale.

La Société de gestion ne compte parmi les souscripteurs des fonds qu'elle gère aucune contrepartie russe, biélorusse ou ukrainienne. De même les fonds qu'elle gère n'investissent directement, à date, dans aucune entité russe, biélorusse ou ukrainienne. Des analyses demeurent cependant en cours pour évaluer l'impact indirect de ces événements sur les différents portefeuilles fonds qu'elle gère. A date, les premières analyses menées ne font pas ressortir d'enjeux critiques susceptibles de revoir les valorisations arrêtées par Bpifrance Investissement au 31/12/2021 sur base des politiques et procédures de valorisation qu'elle applique.

En outre, la société de gestion conseille Bpifrance Participations dans le cadre d'un partenariat mis en place avec une contrepartie qui fait l'objet de mesures de sanctions européennes et américaines prises ces derniers jours. Ce partenariat avait donné lieu, avant ces mesures, à investissement dans trois entités russes, non visées à date par les sanctions. Des travaux sont en cours pour veiller à sortir, dans le respect des sanctions applicables, au plus vite de ce partenariat et/ou des actifs russes.

1 – 3 PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

1-3-1 REFERENTIEL COMPTABLE

Les comptes annuels de Bpifrance Investissement sont établis et présentés conformément au règlement ANC N°2014-03 relatif au Plan Comptable Général.

1-3-2 METHODES ET REGLES D'EVALUATION

Autres immobilisations incorporelles

Les autres valeurs incorporelles immobilisées sont évaluées à leur coût d'acquisition. Les éléments incorporels sont amortis de façon linéaire sur la durée de leur utilisation par l'entreprise, à savoir :

- Licences : 1 à 10 ans
- Logiciels : 1 à 3 ans

Immobilisations corporelles

Le coût d'acquisition d'une immobilisation corporelle acquise séparément est constitué de :

- son prix d'achat, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlements,
- tous les coûts directement attribuables à engager pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner,
- l'estimation initiale des coûts de démantèlement, d'enlèvement et de restauration du site sur lequel elle est située, en contrepartie de l'obligation encourue.

Et par option :

- les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes, liés à l'acquisition,
- les coûts d'emprunts pour financer l'acquisition, pendant la période de production de cet actif.

Les éléments principaux d'immobilisations corporelles qui ont des utilisations différentes, qui procurent des avantages économiques selon des rythmes différents, ou, qui doivent faire l'objet de remplacement à intervalles réguliers, sont comptabilisés séparément et font l'objet d'un plan d'amortissement propre.

Les éléments d'actif, nets de la valeur résiduelle, font l'objet de plans d'amortissement déterminés en fonction du rythme de consommation des avantages économiques attendus, à compter de la date de mise en service de l'actif. Les plans d'amortissement n'ont pas été modifiés au cours de l'exercice.

Les méthodes comptables et les durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

- Installations générales, agencements et aménagements divers : 6 à 10 ans, linéaire
- Matériel de bureau et informatique : 1 à 5 ans, linéaire et dégressif
- Mobilier : 10 ans, linéaire

Immobilisations financières

Les titres de participation sont inscrits au bilan à leur valeur d'acquisition ou d'apport. Une dépréciation est constituée à la clôture de l'exercice lorsque la valeur d'utilité est inférieure au coût d'acquisition.

Les parts souscrites de FPCI, FCPR, FPS sont comptabilisées à l'actif pour leurs montants totaux de souscription, la part non libérée de ces titres figure au passif en dettes sur immobilisations.

Créances

Les créances sont évaluées pour leur valeur nominale. Elles ont, le cas échéant, été dépréciées pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Provisions

Les provisions sont destinées à couvrir les risques et les charges que des événements en cours ou survenus rendent probables, nettement précis quant à leur objet mais dont la réalisation, l'échéance ou le montant sont incertains.

Le montant des provisions retraite et médaille du travail est déterminé à la clôture de l'exercice en tenant compte de l'ancienneté du personnel et de la probabilité de présence dans l'entreprise à la date de départ en retraite ou à la date d'acquisition de la médaille. Le calcul repose sur une méthode actuarielle intégrant des hypothèses d'évolution des salaires, d'âge de départ et de rentabilité des placements à long terme à la date de clôture.

ACTIF IMMOBILISE**NOTE 1 - TABLEAU DES IMMOBILISATIONS ET AMORTISSEMENTS**

En K€	Valeur brute au 31/12/2020	Acquisitions / Virt poste à poste	Cessions / Sorties / Virt poste à poste	Valeur brute au 31/12/2021
<u>Immobilisations incorporelles</u>	49 572	18 581	8 630	59 524
Fonds commercial	610			610
Autres immobilisations incorporelles	40 948	10 263		51 212
Autres immobilisations incorporelles en cours (*)	8 014	8 318	8 630	7 702
<u>Immobilisations corporelles</u>	10 593	1 763	810	11 546
Installations générales, agencements, aménagements	4 630	655		5 285
Matériel de bureau et informatique	1 991	497		2 489
Mobilier	3 687	65		3 752
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles	284	546	810	19

(*) L'augmentation du poste autres immobilisations incorporelles en cours correspond à l'acquisition de logiciels au cours de l'exercice.

AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS

En K€	Montant en début d'exercice	Amortissement		Montant en fin d'exercice
		Augmentat°	Diminution	
<u>Immobilisations incorporelles</u>	34 414	7 289		41 702
Fonds commercial	610			610
Autres postes d'immobilisations incorporelles	33 804	7 289		41 093
<u>Immobilisations corporelles</u>	5 637	1 169		6 805
Installations générales, agencements, aménagements	2 191	474		2 666
Matériel de bureau et informatique	1 546	321		1 867
Mobilier	1 900	373		2 273

NOTE 2 - IMMOBILISATIONS FINANCIERES

En K€	Valeur brute au 31/12/2020	Acquisitions	Cessions / Sorties	Valeur brute au 31/12/2021
Immobilisations financières	2 868	4 722	376	7 215
Participations	4			4
Autres titres immobilisés (FPCI, FCPR, FPS)	1 455	4 449	375	5 529
Prêts	9		1	8
Autres immobilisations financières (*)	1 400	274		1 674

(*) Les autres immobilisations financières sont essentiellement constituées de dépôts de garantie versés.

Provisions sur immobilisations financières

En K€	31/12/2020	Dotations	Reprises	31/12/2021
Participations		1		1
Autres titres Immobilisés (FPCI, FCPR, FPS)	340	0	159	181
Total	340	1	159	182

CREANCES ET DETTES**NOTE 3 - ETAT DES CREANCES**

En K€	Montant brut au 31/12/2021	Dont échéances à moins d'1 an	Dont échéances à plus d'1 an
Créances de l'actif immobilisé			
Prêts	8		8
Autres immobilisations financières	1 674		1 674
Créances de l'actif circulant			
Clients et comptes rattachés	54 003	54 003	
Autres créances (*)	134 946	134 946	
Charges constatées d'avances	1 327	1 018	309
Total	191 958	189 966	1 991

(*) Afin d'optimiser les conditions de gestion de sa trésorerie, Bpifrance Investissement a décidé de mettre à la disposition de son associé unique, Bpifrance Participations, une fraction de sa trésorerie excédentaire en cédant les Valeurs Mobilières de Placement qu'elle détenait jusqu'alors. Au 31 décembre 2021, le montant de l'avance s'élève à 133 400 K€.

NOTE 4 - ETAT DES PRODUITS A RECEVOIR

En K€	Montant
Clients : factures à établir	51 015
Tva sur factures non parvenues	1 079
Total	52 094

Le poste des factures à établir concerne essentiellement les commissions variables à facturer à certains fonds (17 M€), les prestations des fonctions transversales à facturer à certaines entités du Groupe Bpifrance (5.3 M€) et la refacturation à Bpifrance Participations des charges internes liées aux missions d'accompagnement (27 M€).

NOTE 5 - DISPONIBILITES

Les disponibilités sont des comptes bancaires à vue ouverts auprès d'établissements bancaires ou d'autres organismes financiers.

NOTE 6 - ETAT DES DETTES

En K€	Montant brut au 31/12/2021	Dont échéances à moins d'1 an	Dont échéances entre 1 et 5 ans	Dont échéances à plus de 5 ans
Emprunts et dettes financières divers	2			2
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	28 372	28 372		
Dettes fiscales et sociales	57 372	57 372		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	4 112	617	2 878	617
Autres dettes	11 952	11 952		
Total	101 810	98 313	2 878	619

NOTE 7 - ETAT DES CHARGES A PAYER

En K€	Montant
Fournisseurs factures non parvenues	28 335
Clients : avoirs à établir	4 126
Comités d'entreprise	128
Congés payés	42
Participation des salariés aux résultats	7 086
Personnel : charges à payer	24 829
Don RTT	49
Charges sur congés payés	21
Organismes sociaux : charges à payer	12 688
TVA sur factures à établir	5 657
Etat : autres charges à payer	3 134
Etat : CVAE à payer	229
Total	86 323

CAPITAUX PROPRES**NOTE 8 - CAPITAUX PROPRES**

<u>En K€</u>	31/12/2020	Affectat° résultat N-1	Augmentat° sur Exercice	Solde au 31/12/2021
Capital social	20 000			20 000
Réserve légale	2 000			2 000
Réserve statutaire	2			2
Réserves diverses	2 501			2 501
Report à nouveau	31 355	8 906		40 261
Résultat de l'exercice	24 906	-24 906	41 664	41 664
Résultat distribué		16 000		
TOTAL	80 765	0	41 664	106 428

NOTE 9 - COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

	Nombre	Valeur nominale (en €)
Titres composant le capital social au début de l'exercice	2 000 000	10
Titres émis pendant l'exercice		
Titres remboursés pendant l'exercice		
Titres composant le capital social à la fin de l'exercice	2 000 000	10

Au 31 décembre 2021, le capital social de Bpifrance Investissement est intégralement détenu par la société Bpifrance Participations (27-31 avenue du Général Leclerc – 94710 Maisons Alfort).

PROVISIONS**NOTE 10 - PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES**

En K€	Provisions au début d'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges (**)	1 691	251	881	810	251
Pensions et obligations similaires (*)	15 010	318			15 327
Autres provisions pour risques et charges (**)	88	11	88		11
Total	16 788	579	969	810	15 589

(*) Concerne les indemnités de fin de carrière et les médailles du travail. L'application de la mise à jour du 5 novembre 2021 de la Recommandation ANC n° 2013-02 relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires n'a pas d'impact sur le montant de cette provision.

(**) Les litiges et autres provisions pour risques et charges concernent les ressources humaines.

COMPTE DE RESULTAT**NOTE 11 - PRODUITS D'EXPLOITATION**

En K€	31/12/2021	31/12/2020
Production vendue de services (CA)	267 394	227 852
Commissions de gestion	198 611	168 957
Autres produits d'exploitation	68 783	58 895
Reprises sur provisions, transfert de charges	1 779	286
Autres produits	5	0
Total produits d'exploitation	269 178	228 138

NOTE 12 - CHARGES D'EXPLOITATION

En K€	31/12/2021	31/12/2020
Autres achats et charges externes	71 489	60 706
Achats de fournitures et petit équipement	430	432
Loyers et charges locatives	12 610	11 134
Entretien réparation des locaux	1 497	1 417
Honoraires	12 581	9 433
Communication	5 375	5 994
Voyages et déplacements	537	1 029
Personnel intérimaire ; personnel détaché	1 233	719
Personnel mis à disposition (groupe)	19 173	14 015
Maintenance informatique	7 778	9 768
Documentation technique	1 505	1 386
Formations (*)	2 056	0
Charges diverses	6 715	5 378
Charges de personnel	110 436	99 508
Salaires et traitements	71 109	64 156
Charges sociales	39 327	35 352
Impôts et taxes	12 099	13 105
Autres charges de gestion courante	1 771	1 818
Dotations aux amortissements	8 457	8 058
Dotations aux provisions d'exploitation	609	3 874
Total charges d'exploitation	204 861	187 069

(*) Les dépenses de formation ont été reclassées en 2021 du poste « Impôts et taxes » au poste « Autres achats et charges externes », en application des principes du Plan Comptable Général. Au 31 décembre 2020, le montant des dépenses de formation était de 1 678 K€.

NOTE 13 - RESULTAT FINANCIER

En K€	31/12/2021	31/12/2020
Produits financiers	251	13
Reprises provisions dépréciation Sicav	85	0
Gains de change	7	12
Reprises provisions sur immo financières	159	1
Charges financières	386	324
Moins values sur cession de VMP	346	264
Dotations aux provisions dépréciation Sicav	0	20
Intérêts et charges assimilées	33	22
Pertes de change	6	10
Dotations aux provisions sur immo financières	1	8
Résultat financier	-136	-311

NOTE 14 - RESULTAT EXCEPTIONNEL

En K€	31/12/2021	31/12/2020
Produits exceptionnels	2 666	11
Plus value nette sur FPCI	2 407	0
Produits exceptionnels divers	0	11
Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion (*)	259	0
Charges exceptionnelles	1	519
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	0	519
Moins values nettes sur FPCI	1	0
Résultat exceptionnel	2 665	-508

(*) Les autres produits exceptionnels sur opérations de gestion concernent l'écriture de régularisation liée à la détermination de la quote-part définitive de la TVA déductible au titre de l'exercice 2021.

NOTE 15 - VENTILATION DE L'IMPOT

En K€	Résultat avant impôt	Impôt correspondant	Résultat après impôt
+ Résultat courant	64 181	17 350	46 831
+ Résultat exceptionnel	2 665	746	3 411
- Participation des salariés	-7 086		-7 086
Résultat comptable	59 760	18 096	41 664

Situation fiscale

Bpifrance Investissement fait partie d'un groupe d'intégration fiscale autour de Bpifrance comprenant Bpifrance Assurance Export, Bpifrance Participations, Lions Participations, Bpifrance Courtage et Auxifinances.

Bpifrance Investissement calcule individuellement son impôt sur les sociétés et l'acquitte auprès de Bpifrance.

16 - AUTRES INFORMATIONS

EFFECTIF

L'effectif moyen du personnel s'établit à 596 salariés en 2021 dont 99 % de cadres.

ENGAGEMENTS HORS BILAN

Bpifrance Investissement s'est porté caution, à hauteur de 28 783.14 €, pour des prêts accordés par la Caisse des dépôts à des salariés.

Dans le cadre de la TUP de BIOAM Gestion réalisée le 1er juillet 2010, Bpifrance Investissement a repris l'engagement de verser 50% de la somme perçue, en cas de distribution sur les parts B du fonds Bioam.

IDENTITE DE LA SOCIERE MERE CONSOLIDANT LES COMPTES DE LA SOCIETE

Dénomination : Bpifrance

Forme : Société Anonyme

Au capital de 5 440 000 000 €

Adresse du siège social : 27/31 avenue du Général Leclerc 94710 Maisons Alfort

RCS : 320 252 489

Les états financiers consolidés sont disponibles sur le site www.bpifrance.fr

REMUNERATIONS ALLOUEES AUX MEMBRES DES ORGANES D'ADMINISTRATION

Aucune rémunération n'a été versée aux administrateurs.

ELEMENTS CONCERNANT LES PARTIES LIEES

Les opérations avec les parties liées sont négociées à des conditions de marché.

TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

Filiales et participations (en milliers d'euros)	Informations financières							
	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part de capital détenue en pourcentage	Valeur brute comptable des titres détenus	Valeur nette comptable des titres détenus	Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avais donnés par la société	CA hors taxes ou PNB du dernier exercice écoulé
								Résultat (bénéfices ou pertes du dernier exercice clos)
								Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
A - Renseignements détaillés concernant les filiales et les participations représentant au moins 1% du capital de la société								
1. Filiales (plus de 50% du capital détenu)								
2. Participations (10 à 50% du capital détenu)								
B - Renseignements globaux concernant les filiales et les participations représentant moins de 1% du capital de la société								
1. Filiales non reprises au paragraphe A								
a. Filiales françaises (ensemble)								
b. Filiales étrangères (ensemble)								
2. Participations non reprises au paragraphe A								
a. Dans les sociétés françaises (ensemble)								
b. Dans les sociétés étrangères (ensemble)								

RESULTATS DES 5 DERNIERS EXERCICES

	2017	2018	2019	2020	2021
I - Capital en fin d'exercice (en €)					
- Capital social	20 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000
- Nombre d'actions ordinaires	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000
II - Opérations et résultats de l'exercice (en €)					
- Chiffre d'affaires hors taxes	154 047 981	165 670 923	193 635 887	227 852 451	267 393 518
- Résultat avant impôts, participation, dotations aux amortissements et provisions	30 221 523	37 219 277	39 062 061	51 927 503	73 890 302
- Impôt sur les bénéfices	6 595 866	9 345 892	9 047 584	11 068 879	18 096 413
- Participation des salariés	2 526 815	2 885 377	3 507 981	4 275 388	7 085 772
- Résultat après impôts, participation avant dotations aux amortissements et provisions	21 098 842	24 988 008	26 506 497	36 583 236	48 708 117
- Résultat après impôts, participation, dotations aux amortissements et provisions	13 274 334	18 705 832	15 800 354	24 906 001	41 663 609
- Résultat distribué	10 000 000	16 000 000	8 000 000	16 000 000	
III - Résultats par action (en €)					
- Résultat après impôts, participation avant dotations aux amortissements et provisions	11	12	13	18	24
- Résultat après impôts, participation, dotations aux amortissements et provisions	7	9	8	12	21
- Dividende distribué	5	8	4	8	
IV - Personnel					
- Effectif salariés	401	458	492	544	596
- Montant de la masse salariale	45 310 602	50 399 211	58 251 415	64 156 277	71 108 870
- Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité sociale, œuvres sociales, etc.....)	24 225 454	27 162 457	31 765 395	35 352 213	39 326 639

**EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE
EN DATE DU 11 MAI 2022**

Certifié conforme



- **PREMIERE DECISION** (approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2021)

L'associé unique, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Président sur la situation et l'activité de la Société pendant l'exercice clos le 31 décembre 2021 ainsi que sur les comptes dudit exercice, et du rapport du Commissaire aux comptes sur l'accomplissement de sa mission au cours du même exercice, approuve les comptes dudit exercice, comprenant le bilan, le compte de résultat et l'annexe, tels qu'ils lui sont présentés, et les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports et desquels il résulte un bénéfice de 41 663 610,14 euros.

Il prend acte que les charges non déductibles fiscalement (article 39-4 du Code général des impôts) engagées par la Société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021 s'élèvent à 406 033 euros. Le montant de l'impôt correspondant supporté est de 111 659 euros.

Il donne quitus au Président et aux membres du Conseil d'administration pour l'exécution de leurs mandats au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

- **DEUXIEME DECISION** (affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2021)

L'associé unique, constatant que le bénéfice s'élève à 41 663 610,14 euros et que, compte tenu du report à nouveau bénéficiaire de 40 261 322,94 euros, le solde disponible s'élève à 81 924 933,08 euros, approuve la proposition soumise par le Président et décide d'affecter comme suit le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2021 :

	Euros
Bénéfice de l'exercice à répartir	41 663 610,14
Report à nouveau	40 261 322,94
<i>Soit un solde disponible de</i>	81 924 933,08
Dotation à la réserve légale	-
<i>Soit un bénéfice distribuable de</i>	81 924 933,08
<i>Distribution d'un dividende de 17,50 € par action</i>	- 35 000 000,00
Dotation aux autres réserves	-
Dotation au report à nouveau	6 663 610,14
Total du report à nouveau après affectation du résultat	46 924 933,08

L'associé unique décide la mise en distribution d'un dividende d'un montant global de 35 000 000 € (soit 17,50 euros par action).

Conformément à l'article 243 bis du Code général des impôts, il est rappelé que les dividendes au titre des trois derniers exercices s'établissaient ainsi :

Exercice	Nominal	Nombre d'actions	Dividende net par action
2018	10 €	2 000 000 actions	8 €
2019	10 €	2 000 000 actions	4 €
2020	10 €	2 000 000 actions	8 €

gor